

La Chaire **Territoires et Mutations de l'Action Publique** de Sciences Po Rennes organise du **27 au 29 juin 2018** à Rennes la troisième édition de son Ecole d'été internationale « *Démocratie locale, décentralisation et gouvernance multiniveaux* ». [Les inscriptions seront ouvertes à partir de janvier 2018.](#)

**Le thème de l'édition 2018 :**  
**Démocratie locale, décentralisation et gouvernance multiniveaux :**  
**une réactivation du clivage centre/périphérie ?**

Fractures territoriales, inégalités régionales, ségrégation, métropolisation, périurbanisation... La liste est longue des expressions ou formules qui visent à qualifier les mutations contemporaines de la fabrique territoriale. En France, dans un pays passionné par l'égalité territoriale<sup>1</sup>, cette abondance sémantique illustre les tensions et les luttes de définition politico-scientifiques qui sont à l'œuvre. La toile de fond de cette mutation est sans aucun doute le déclin d'un État aménageur « à la française », bousculé tout à la fois par une nouvelle géographie économique et par les effets croisés de la globalisation, de l'intégration européenne et de la décentralisation.

La territorialisation de l'économie, par la concentration des richesses et des revenus qu'elle induit, par les disparités qu'elle produit, se révèle un puissant mécanisme de structuration des systèmes territoriaux. Les processus de concentration et de déconcentration des richesses contribuent ainsi à bousculer les hiérarchies entre États, régions, métropoles, villes moyennes et petites. Or, depuis les travaux de Stein Rokkan et Derek Urwin<sup>2</sup>, nous savons que ces disparités territoriales ont des conséquences directes sur le fonctionnement des systèmes politiques européens. Comme l'illustrent les cas de la Catalogne, de l'Écosse ou de la Corse, le sous-développement économique chronique ou, au contraire, les succès économiques constituent des terreaux féconds pour remettre en cause l'État central et exiger de lui des politiques compensatrices et/ou une plus grande autonomie politique.

Dans ce contexte de recomposition territoriale, où les inégalités socio-spatiales ne cessent de s'accroître entre les individus et les territoires, entre les aires urbaines, péri-urbaines et les espaces ruraux, entre les grandes métropoles et en leur sein, des clivages centres/périphéries multifformes semblent s'actualiser. Pour les surmonter, le renforcement des pouvoirs politiques et des capacités de régulation des territoires et de redistribution des ressources, la consolidation de la démocratie locale et la valorisation de la proximité, tout comme le principe de la gouvernance multi-niveaux, figurent souvent au cœur des changements préconisés au nom de la cohésion sociale et économique, de l'équité et de la cohérence territoriales.

Ces nouveaux mots d'ordre de l'action publique représentent-ils des ressources ou des contraintes en termes de capacité d'action et de transformation des gouvernements des espaces infranationaux ? Dans quelle mesure l'approche par le clivage centre/périphérie permet-elle de repenser le rapport entre les citoyens et leurs représentants, à différentes échelles ? Cette lecture est particulièrement fructueuse pour expliquer les transformations actuelles de l'action publique mais aussi les permanences et les inerties dans la fabrique des territoires.

Il s'agit ici d'identifier les processus de changement ainsi que les jeux d'acteurs qui contribuent à construire les « fractures territoriales » en problème public à résoudre. La figure de l'État garant de la justice territoriale est profondément remise en cause, en particulier en France, où la planification nationale et l'aménagement du territoire ont constitué des outils majeurs de modernisation économique et sociale. L'intégration européenne et la décentralisation modifient la perception des fractures territoriales à travers plusieurs mécanismes : un changement d'échelle du développement local et régional, ainsi que la diffusion de nouveaux référentiels et d'instruments de gouvernance territoriale.

Réunissant de jeunes chercheurs (en science politique, mais aussi en sociologie, en géographie, en urbanisme et aménagement, en gestion, en droit public, en histoire etc.), de professionnels de l'action publique territoriale (agents territoriaux, agents d'urbanisme, consultants...) et des élus locaux, autour d'universitaires spécialistes de ces sujets, l'école d'été constitue une contribution importante au débat et à la compréhension des changements en cours dans le gouvernement et le développement des territoires non seulement en France et en Europe, mais plus généralement dans les systèmes politiques de démocratie représentative contemporains.

La Chaire TMAP est soutenue par ses partenaires :



<sup>1</sup> Estèbe P. (2015), *L'égalité des territoires. Une passion française*, coll. « La ville en débat », Paris, Presses universitaires de France.

<sup>2</sup> Rokkan S. et Urwin D. (1983), *Economy, Territory, Identity: Politics of West European Peripheries*, Londres, Sage